

Indépendance

## Camille Peugny: «Je plaide pour que la jeunesse soit le temps de l'expérimentation»

Faute d'une vision politique, les gouvernants ont accru les inégalités au sein de cette tranche d'âge. Le sociologue estime que l'Etat doit aider les jeunes à trouver leur voie et les accompagner vers l'autonomie par un financement universel des études ou des formations.



En 2018, des apprentis boulangers dans les ateliers de la Maison des compagnons du devoir à Tours. (Vincent Jarousseau/Hans Lucas)

par Clémence Mary

Depuis début janvier, il est possible pour un [jeune un peu perdu](#) de «trouver un métier», en cliquant sur un bouton dédié, sur [la plateforme gouvernementale «1 jeune 1 solution»](#). Face à la difficulté de se repérer dans la foule des dispositifs existants, un simulateur permet également de savoir à quelles aides il aura droit. Des aides d'urgence aux [«chèques psy»](#) en passant par la [garantie jeunes](#), les annonces fleurissent, à coups de millions débloqués, aussi bien du côté du gouvernement que du côté des candidats à la présidentielle comme Yannick Jadot ou Valérie Pécresse.

Quelle conception de la jeunesse se dessine derrière ces effets de manche ? Plus vraiment des enfants, pas encore pleinement des travailleurs, ils souffrent pourtant d'un manque de vision de la part des politiques qui s'en emparent confusément, estime le sociologue Camille Peugny dans *Pour une politique de la jeunesse* (Seuil, janvier 2022). Pour ce spécialiste des inégalités, c'est à l'Etat et non à la famille de prendre en charge cette transition vers l'autonomie, pour lutter contre la fracture entre les générations et au sein de la jeunesse elle-même. S'inspirant du modèle scandinave, il appelle à considérer cet âge comme celui de l'expérimentation, et les jeunes comme des citoyens à part entière, dessinant la cohésion sociale de demain.

**Face aux présidents d'université réunis le 13 janvier, Emmanuel Macron a dessiné les contours d'une réforme structurelle de l'enseignement supérieur : «On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants.» Assisté-t-on à un changement de conception de l'université ?**

Depuis bientôt dix ans, les ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Education nationale – Valérie Pécresse, Geneviève Fioraso, Jean-Michel Blanquer ou Frédérique Vidal – ont successivement installé une vision conforme à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons. Certes, le fossé entre grandes écoles et universités existe bel et bien en France, le diagnostic n'est pas nouveau. Nous sommes l'un des pays de l'OCDE dans lequel l'origine sociale pèse le plus sur la réussite scolaire. Mais l'Etat continue de dépenser 50% en plus pour les étudiants de classe prépa que pour les élèves de l'université, qui s'entassent à 300 dans les amphithéâtres face à des enseignants vacataires.

Que propose Macron ? Orienter plus tôt, ce qui renforcerait un système élitiste et sélectif. Professionnaliser plus, alors que nos masters sont déjà largement professionnalisants, et que les compétences générales fournies par les premières années d'université sont indispensables dans un marché du travail flexible. Augmenter les frais d'inscription, ce qui conduirait à une baisse de la poursuite des études pour les enfants des classes populaires. En rapprochant certaines universités des grandes écoles, Macron veut créer des filières d'excellence, mais ces mastodontes entérineraient au contraire un enseignement supérieur à deux vitesses. S'en remettre au marché accentue les travers du système actuel. Pourquoi ne pas plutôt se tourner vers les pays scandinaves, où l'université, danoise par exemple, est gratuite ?

**Plan «1 jeune 1 solution», contrat engagement jeune censé démarrer en mars concernant 400 000 personnes... Depuis 2020, Emmanuel Macron multiplie pourtant les mesures en faveur de la jeunesse. Comment l'analysez-vous ?**

C'est plutôt le signe d'une absence de politique structurelle de la jeunesse, faute d'une réflexion sur ce que devrait être cet âge de la vie. Dans l'urgence des crises, chaque gouvernement y va de son dispositif dans un empilement de mesures, aboutissant à un «maquis de droits» illisible et peu efficace. Le nouveau contrat engagement jeune, ciblant les jeunes chômeurs, n'est qu'un nouveau nom, plus dynamique, pour la garantie jeunes mise en place en 2013, dont on a réduit la voilure alors qu'il aurait fallu la généraliser. Au début de la crise sanitaire, les aides ponctuelles mises en place étaient soumises à tellement de conditions que même les professionnels s'y perdaient !

## **La crise sanitaire a malgré tout révélé l'urgence de mieux encadrer cette catégorie d'âge ?**

Elle a mis au jour l'idée que la jeunesse, sauf pour sa frange la plus aisée, était un âge fragile. Les files d'attente des étudiants devant les banques alimentaires ont frappé les esprits. Elle a rendu visible le fait que les jeunes n'avaient pas le droit au RSA selon les mêmes conditions que le reste de la population, et que des poches de pauvreté s'étendaient chez les étudiants jusque-là plutôt épargnés. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de problème pour choisir leurs études ou se loger correctement, mais tous ne sont pas les «héritiers» définis par Bourdieu et Passeron il y a un demi-siècle. Une partie, récente, est issue des classes populaires et a absolument besoin d'un travail pour survivre, emploi dont la crise les a privés à certains moments.

## **L'expression «génération sacrifiée» vous semble-t-elle fondée ?**

Toute génération est traversée par des inégalités sociales, donc je ne parlerais pas de «génération sacrifiée» mais plutôt de «franges sacrifiées de la jeunesse». Dans un pays qui fonctionne au diplôme et offre peu de seconde chance, les décrocheurs précoces sont dans une situation instable. Ceux qu'on appelle les «Neet» (ni en études, ni en emploi, ni en formation) sont environ 90 000 à 100 000 par an, soit 15% à 16% d'une classe d'âge, qui se cumulent chaque année. Ils alternent les emplois précaires et sont les premières victimes des crises économiques. Quel destin la société offre-t-elle à ces vaincus de la compétition scolaire ? Nos politiques publiques ne sont pas pensées pour protéger l'ensemble de la jeunesse.

## **Qu'est-ce qui unifie alors la jeunesse actuelle, notamment par rapport aux précédentes ?**

Statistiquement, elle ne se distingue pas du reste de la population sur le plan des valeurs. Même en considérant la préoccupation écologique ou la tolérance à l'égard de l'immigration, des questions de société sur lesquelles on présente souvent les jeunes comme en pointe, c'est entre les plus de 60 ans et les autres que passe le clivage. Par contre, les jeunes d'aujourd'hui partagent des conditions dégradées d'entrée sur le marché du travail. Depuis le début des années 80, ils affrontent un taux de chômage très élevé et une précarisation de l'emploi avec la hausse des CDD, intérim et contrats aidés, notamment dans les premières années d'activité. De plus, un «effet cicatrice» apparaît : cette précarisation perdure tardivement. Or le CDI reste nécessaire pour payer son loyer ou faire des enfants, accéder à l'autonomie et à la citoyenneté.

## **La jeunesse pâtit d'un flottement entre le temps de l'enfance et le statut de travailleur...**

Entre l'âge de fin de scolarité obligatoire à 16 ans et l'âge d'accès à la pleine citoyenneté et à la protection sociale dans les mêmes conditions que le reste de la population, à 25 ans, il y a presque dix ans de flou, encadrés par des dispositifs particuliers reposant en majorité sur les politiques familiales. Considérés comme des «mineurs sociaux», sans cesse ramenés au portefeuille de leurs parents, les jeunes deviennent adultes dans l'ombre de leur famille. D'autres pays européens considèrent les jeunes comme des citoyens à part entière dès l'âge de fin de scolarité obligatoire.

**Vous comparez dans votre livre les différentes politiques européennes de la jeunesse. Qu'est-ce qui se dégage de la conception française ?**

Les pays du Nord de l'Europe considèrent que c'est à l'Etat d'accompagner les jeunes vers l'indépendance, tandis que les pays libéraux comme le Royaume-Uni considèrent que c'est au marché : études onéreuses et courtes, emprunts, endettement et travail étudiant... Dans les pays du Sud de l'Europe, c'est la famille qui accompagne cette transition. En France, le modèle est hybride, et le choix de s'appuyer sur la famille n'est pas assumé publiquement. La frustration naît de l'écart entre l'exigence libérale et la dure réalité, malgré une petite intervention de l'Etat via l'attribution de bourses. Et l'aide familiale est plus importante qu'avant pour accéder à la propriété immobilière, dont les prix ont flambé.

**La pression sur l'insertion serait trop forte, au détriment de l'expérimentation qui devrait être le propre de cet âge ?**

Oui, je plaide pour que les jeunes aient le temps de faire leurs expériences, de chercher leur voie, d'avoir une deuxième voire troisième chance. Qu'ils soient considérés comme des citoyens à part entière à 18 ans. Pour cela, l'Etat doit intervenir davantage, via des dispositifs universels, protecteurs et émancipateurs. Au Danemark, les bons de formation peuvent être utilisés en plusieurs fois. On peut sortir de l'université pour tenter sa chance sur le marché du travail, puis revenir se former. Il n'est pas rare de voir des trentenaires sur les bancs de l'université, ce qui est vu comme un échec en France où peu de jeunes peuvent se permettre de «perdre un an». Concernant le grand âge, il y a un consensus politique pour que l'Etat et non le marché prenne en charge la dépendance. Pourquoi ferait-on différemment pour la jeunesse ?

**Quels leviers préconisez-vous d'actionner pour aller en ce sens ?**

On peut décliner des mesures simples comme un financement universel des études, dans un système fiscal plus progressif : à 18 ans, les jeunes verraient s'ouvrir quatre ou cinq années d'études financées par l'Etat, sous forme de salaires ou allocations directement versées. Pour ceux qui ne font pas d'études, un droit à la formation professionnelle s'ouvrirait, abondé d'autant et pour une même durée. Pour les derniers décrocheurs, il faut d'urgence élargir le RSA et l'ensemble des prestations sociales dès 18 ans.

**N'est-ce pas irréaliste de penser qu'on peut importer ce modèle danois, onéreux, en France ?**

Non, car les obstacles sont plus idéologiques que financiers. L'arrêt des allocations familiales et de la demi-part fiscale après 18 ans permettrait de réaliser des économies substantielles. En 2010, le think tank Terra Nova avait chiffré le coût d'un dispositif de protection universelle sur quatre ans, à hauteur de 500 euros par mois, pour un montant de 4 à 5 milliards d'euros sur le budget de l'Etat. Mais le coût électoral d'une telle annonce est trop élevé. Il ne s'agit pas de dire qu'on va mettre en place des bons de formation dès septembre 2022, mais qu'il faut aller dans cette direction. Avec de la volonté politique, cela ne me paraît pas impossible, à moyen terme.

## **La campagne présidentielle n'est-elle pas l'occasion de remettre cet enjeu sur le devant de la scène ? Vous lancez un appel aux décideurs à la fin du livre.**

C'est un argument mobilisé à chaque campagne, rares sont les candidats qui ne se présentent pas comme «le candidat de la jeunesse». Mais les jeunes servent plus souvent de prétexte pour mener des politiques d'austérité : pour réduire la dette ou repousser l'âge de la retraite, on invoque «les générations futures». La jeunesse n'apparaît pas pour l'instant comme un enjeu central, ou alors des candidats comme Valérie Pécresse propose un examen d'entrée au collège, à rebours de ce que j'appelle de mes vœux !

## **Sur le plan électoral, les affinités des jeunes sont-elles spécifiques ou homogènes ?**

Pas vraiment, on retrouve les mêmes déterminants sociaux que pour le reste de la population. Certes, les franges les plus mobilisées, visibles dans les marches pour le climat peuvent avoir un effet d'entraînement, et la jeunesse vote plus souvent à gauche que chez les personnes âgées. Mais sur la question du travail, de la sécurité ou de l'immigration, 30%-35% des jeunes restent sur des positions fermées, autoritaires et ethnocentrées, qui se traduisent par des scores élevés à l'extrême droite. Surtout, face à l'élection, les jeunes sont très critiques et abstentionnistes.

## **L'enjeu n'est rien de moins que la cohésion sociale de demain...**

La finalité devrait être la lutte contre les inégalités entre générations, un risque d'autant plus fort dans des sociétés où la vieillesse est de plus en plus coûteuse. L'autre priorité est de réduire les inégalités liées à l'origine sociale, territoriale ou ethnique, entre jeunes. Tout doit-il être joué à 16 ou 20 ans ? La manière dont les individus se projettent dans l'avenir a des effets démocratiques. Le pessimisme des jeunes Français s'appuie sur le sentiment que la société ne leur donne pas la possibilité de montrer ce dont ils sont réellement capables. Les jeunes Nord-Européens, où les politiques sont plus inclusives, universelles et protectrices, sont plus optimistes. Il faut prendre au sérieux les effets des politiques publiques sur les individus. Le risque, c'est que la défiance, le ressentiment et le repli ne fassent que croître.